

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **39 (2002)**

Heft 1508

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Domaine Public

domainepublic.ch

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications
d'adresses

8 mars 2002
Domaine Public n° 1508
Depuis trente-neuf ans,
un regard différent sur l'actualité

Une ouverture sans frais

APRÈS LE SCRUTIN SUR L'ADHÉSION À L'ONU, LES POLITOLOGUES DEVRONT AFFINER LEURS NORMES. JUSQU'À CE JOUR ÉTAIT ENSEIGNÉE la règle de concordance peuplécantons: il faut, disait-on, une majorité d'au moins 56% du peuple pour être assuré d'une majorité de cantons. Aujourd'hui on sait qu'à 54% c'est encore possible.

Dans des scrutins aussi serrés, chacun peut considérer que son apport a été décisif. Tous les citoyens font le rêve démocratique d'une votation qui, sur plusieurs centaines de milliers de voix, se jouerait à une voix près: la leur, enfin véritablement souveraine! Mais dans la réalité des facteurs déterminants, il faut s'arrêter à l'influence d'économiesuisse.

Il y a d'abord corrélation entre ses prises de position et le résultat des votations. Par exemple l'introduction de la TVA en Suisse. Après deux échecs populaires, les risques reconnus poussaient à l'attentisme jusqu'au moment où l'économie a estimé qu'il était de son intérêt de faire le pas. Le revirement dans la procédure parlementaire et populaire se révèle décisif. Le soutien aux bilatérales est apparu, de même, primordial. Certes economiesuisse dispose, quand elle est décidée à mettre le prix d'une campagne soutenue, des millions nécessaires à une propagande efficace. Les moyens financiers qu'elle peut faire intervenir sont même à la limite d'une séparation des pouvoirs, celui de l'économie et celui du politique. Mais ils n'expliquent pas à eux seuls son influence déterminante qui est faite aussi

de relais personnels, de réseaux, de supports, etc. Ce rappel pour mettre en perspective les potentialités d'ouverture que peut signifier l'adhésion à l'ONU. Si le scrutin a eu une valeur symbolique forte, si, en ce sens, il a été historique, l'ouverture s'est faite sans sacrifice et sans frais, autres que ceux de notre cotisation de membre.

C'est avec l'Union européenne et avec les Etats-Unis que se jouent les négociations qui coûtent, coûteront et qui toucheront nos intérêts. Et notamment notre secret bancaire, son extension et son interprétation, déclarés non négociables par le Conseil fédéral. Les bilatérales bis révèlent la détermination des deux parties et leur capacité à trouver des solutions dites équivalentes. Le scrutin si serré sur l'ONU, une ouverture sans risque, et le poids déterminant d'économiesuisse, restreignent d'autant la marge de manœuvre. Toute ouverture, affaiblissant nos privilèges, est exposée à un refus populaire facile à obtenir en chargeant de quelques millions un des plateaux de la balance. Et l'isolationnisme véritable ne sera vaincu que lorsque nous accepterons de renoncer à des avantages de concurrence déloyale par rapport aux règles en vigueur chez nos voisins. Le grand débat se situe là, mais il n'est pas pour l'instant ouvert. C'était agréable de savourer le succès ONU, mais c'était le pain blanc qu'on a mangé en premier. AG

**l'ouverture s'est
faite sans frais
autres que ceux de
notre cotisation de
membre**

Sommaire

Dossier de l'édito: Ce ne fut pas une première (p. 2)

Mobilité: «Avanti» contre le mur (p. 3)

Elections vaudoises: La fin des certitudes (p. 4)

Planification politique: Bâle-Ville à l'heure de la nouvelle gestion publique (p. 5)

Sport: La gourmandise provoque l'indigestion (p. 6)

Chronique: Label vert (p. 8)